



SBV Schweizerischer Bauernverband **USP** Union Suisse des Paysans **USC** Unione Svizzera dei Contadini **UPS** Uniun Purila Svizra

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles



Communiqué de presse commun du 10 juillet

L'avenir de l'agriculture européenne mise en danger par le grand marchandage de l'OMC!

Les instances dirigeantes de la FNSEA et de l'USP se sont rencontrées au Locle pour échanger sur les principaux thèmes agricoles du moment. Autant Monsieur Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, que John Dupraz, vice-président de l'USP ont insisté sur le droit pour chaque pays de promouvoir la politique agricole qui lui convient. Ils exigent également le soutien des politiques agricoles multifonctionnelles et durables promues des deux côtés de la frontière et rejettent le dossier agricole débattu à l'OMC.

Il faut trouver des réponses rapides aux importants défis posés à l'échelle du globe en matière d'alimentation. Plus de 850 millions de personnes souffrent de la faim. Chacune et chacun doit bénéficier de l'accès à la nourriture et à l'eau en qualité et en quantité suffisantes.

L'agriculture constitue le pilier de la souveraineté alimentaire, et certains dérèglements du marché peuvent avoir des conséquences dramatiques. Les exemples récents de pénurie et d'explosion des prix le démontrent. Ainsi, l'agriculture et la production de denrées alimentaires, par ailleurs liées au sol et dépendantes des conditions climatiques, ne peuvent pas être comparées aux autres secteurs de l'économie.

Autant en Suisse que dans l'UE, les exigences sociétales en matière d'écologie, de protection des animaux et de sécurité des aliments ainsi que la réforme de la politique agricole exigent des exploitations agricoles plus de prestations non économiques et de compétitivité sur les marchés. Etant spécifiques à une région ou un pays, ces exigences ne sont ainsi pas compatibles avec le libéralisme engendré par les règles de l'OMC.

L'OMC, dans le secteur agricole, est donc un échec. Il est nécessaire qu'elle revienne à des fondamentaux privilégiant les productions vivrières plutôt que de favoriser exagérément les pays agroexportateurs. Aujourd'hui, pour atteindre les buts assignés à l'agriculture dans l'UE et en Suisse, il faut clairement rejeter le dossier agricole posé sur la table de la négociation à Genève.

La FNSEA et l'USP s'engagent avec force pour que la conférence ministérielle prévue fin juillet corrige les excès du libéralisme économique appliqué dogmatiquement à l'agriculture. La coexistence de différents types d'agriculture, comme l'agriculture multifonctionnelle et durable pour la Suisse et l'UE, l'agriculture d'exportation (Brésil, USA) et l'agriculture vivrière, aujourd'hui totalement négligée (Afrique), doit être possible.

En cette période de présidence française de l'UE, l'USP se félicite des activités de défense de l'agriculture de M. Lemétayer auprès des plus hautes instances politiques de l'Hexagone.

Pour répondre à vos questions:

FNSEA

Arnaud LEMOINE, mobile, 0033 06 13 24 19 19

USP

John Dupraz, Vice-président, mobile 0041 79 310 08 04

Heidi Bravo, Affaires internationales, mobile 0041 78 681 86 06